

CONFLIT GAZIER

« Il faut relancer le nucléaire »

Un accord semble trouvé dans le conflit gazier. Selon un expert, cela ne suffira pas. L'Europe doit revoir sa politique énergétique et penser au nucléaire.

● Interview : François-Xavier GIOT

Samuel Furfari, vous enseignez la géopolitique de l'énergie à l'ULB. Où le conflit gazier entre la Russie et l'Ukraine trouve-t-il son origine ?

Les raisons sont multiples. Tout d'abord géographique. Pour arriver en Europe, le gaz russe doit passer soit par l'Ukraine, soit par la Biélorussie, soit par les mers. Deuxièmement, l'Ukraine qui se trouvait avant dans le giron de l'Union soviétique et a, à ce titre, bénéficié durant de longues années de gaz russe à prix bradé est devenu un concurrent, notamment en tant que producteur d'acier. Il n'y a donc aucune raison que l'Ukraine bénéficie encore de réductions. Mais les Russes, pour vendre leur gaz, doivent passer par l'Ukraine. Celle-ci doit être rémunérée pour le transit et pour le gaz qui sert à compresser les gazoducs de transit. La question semble donc purement commerciale mais on voit bien en toile de fond que la situation politique est différente par rapport à quelques années de cela.

Pourquoi cette crise, similaire à celle de 2006, a-t-elle resurgi ?

Le contrat de fourniture de gaz est arrivé à son terme le 31 décembre. Ils n'ont pu se mettre

Bush défend son bilan

BILAN ● George W. Bush, qui laissera sa place à Barack Obama le 20 janvier, a donné lundi sa dernière conférence de presse en tant que président des États-Unis. S'il admet des erreurs, il assume l'essentiel de ses choix. Apparaître en 2003 sur le pont d'un porte-avions devant une bannière proclamant « Mission accomplie » à propos de l'Irak, a « clairement » été une erreur. Mais Bush a défendu ardemment son action quand il s'est agi des aspects les plus susceptibles de définir l'image qu'il laisserait dans l'Histoire, comme l'Irak, l'économie ou Katrina. Il s'est particulièrement animé pour s'inscrire en faux contre l'idée que l'image des États-Unis s'était gravement détériorée. Il a dit que la situation en Irak avait changé grâce à sa décision d'envoyer des renforts. Quant à l'économie, alors que les États-Unis risquent l'une des récessions les plus graves, son gouvernement a pris des « mesures extraordinaires ». « Je crois que c'est un bon bilan et un bilan fort », a-t-il conclu. Sans rire.

Gazoducs actuels et futurs vers l'Europe



Les principaux gazoducs alimentant actuellement l'Europe en gaz russe passent soit par l'Ukraine, soit par la Biélorussie. Les pipelines en projet contourneront l'Europe centrale pour passer par la mer Baltique (North Stream) et la mer Caspienne (South Stream) pour le gaz russe ou par la Turquie (Nabucco) pour le gaz d'Asie centrale.

d'accord sur un nouveau tarif de transit et sur le prix du gaz consommé par l'Ukraine. En 2006, la situation était plus difficile car tout le monde a été pris au dépourvu. Cette fois, la crise est plus profonde car la Russie a besoin d'argent (suite à la crise financière) et les Ukrainiens sont

plus pauvres.

À qui l'Europe impute-t-elle la responsabilité du conflit ?

L'Europe dit clairement que les deux pays sont responsables et que nous en payons les conséquences, en particulier la Bulgarie et la Slovaquie.

Reprise des livraisons prévue aujourd'hui

L'Europe espère une reprise des livraisons de gaz russe ce matin à 7h GMT, selon les termes de l'accord intervenu hier entre Russes, Ukrainiens et Européens. Les autorités européennes restent prudentes en raison des nombreux rebondissements qui ont émaillé ce dossier. D'autant que des désaccords subsistent entre la Russie et son voisin Ukrainien, entre autres

au sujet du prix que devra payer l'Ukraine pour le gaz russe et sur le montant que Kiev doit toujours à Gazprom. L'entreprise gazière russe ne rouvrira enfin les vannes que lorsque les observateurs internationaux qui doivent veiller au bon acheminement du gaz vers l'Europe seront en place. Trois jours seront nécessaires pour un retour à la normale.



Samuel Furfari travaille aussi pour la Commission européenne.

La Belgique semble épargnée ?

Oui car elle est alimentée par du gaz des Pays-Bas et de la Norvège ainsi que par du gaz liquéfié qui vient du Qatar par méthane.

Comment empêcher une nouvelle crise de ce genre à l'avenir ?

L'Europe doit diversifier ses sources d'approvisionnement. Elle reste trop tributaire du gaz pour fabriquer de l'électricité. On doit relancer le nucléaire. L'Europe doit ensuite faire en sorte d'importer son gaz d'ailleurs, d'Afrique et du Moyen-Orient. Troisièmement, il faut améliorer l'efficacité énergétique, essentiellement en isolant mieux les maisons. Et quatrième il faut diversifier les routes d'approvisionnement.

C'est-à-dire ?

Si on diversifie les routes, la Russie ne pourra plus accuser l'Ukraine de voler le gaz russe. D'ici 2011, le North Stream (voir sur la carte) devrait apporter du gaz en Allemagne à partir de la baie de Saint-Petersbourg en passant par la mer Baltique et en évitant la Biélorussie et l'Ukraine. Le projet South Stream permet-

trait d'éviter l'Ukraine en passant par la mer Noire et la Grèce pour atteindre l'Italie.

Quid du projet Nabucco qui doit amener du gaz de la Mer Caspienne et diminuer la dépendance au gaz russe ?

South Stream et Nabucco sont en concurrence. Il s'agit de deux projets portés par des entités différentes.

Les deux projets sont-ils viables ?

Il faut voir s'il y a assez de demande pour construire les deux. Mais on ferait peut-être mieux de construire des terminaux gaziers comme à Zeebrugge. On enlèverait de la sorte les problèmes liés aux fermetures de gazoducs.

Si un conflit surgissait entre l'Europe et la Russie, court-on le risque d'une rupture de l'approvisionnement russe ?

Les pays européens comme la France, l'Allemagne ou l'Italie ont signé des contrats à long terme avec des formules d'indexation il y a deux ans. Ces pays sont donc tranquilles pour 20 ans. L'Ukraine n'a pas ce type de contrat. Si Gazprom ne respecte pas ses obligations, des pénalités sont prévues dans le contrat.

Si la décision de rompre l'approvisionnement est politique ?

Il s'agit là d'une hypothèse peu probable. Les Russes ont besoin d'entretenir de bonnes relations avec leurs clients. De plus, le gaz vient plutôt du nord de la Russie, ils ne peuvent donc espérer l'exporter vers le Japon ou la Chine. Ce n'est faisable ni géographiquement ni politiquement. Le partenariat Europe-Russie est fiable et sérieux. ■

CONGO

Bemba devant la CPI à La Haye

Jean-Pierre Bemba, accusé d'avoir utilisé le viol comme arme de guerre, a comparu lundi devant la Cour pénale internationale.



Jean-Pierre Bemba, 46 ans, a été arrêté en mai dernier à Rhodes-Saint-Genèse.

Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye ont entamé lundi l'examen des accusations portées contre le chef de l'ex-rébellion du Mouvement de libération du Congo (MLC). Rebelle puis vice-président de la République démocratique du Congo (RDC), Jean-Pierre Bemba, 46 ans, a été arrêté en mai dernier à Rhodes-Saint-Genèse sous l'accusation de crimes de guerre et contre l'humanité commis par ses hommes en Centrafrique en 2002 et 2003. À l'époque, le MLC était allé appuyer le président centrafricain d'alors, Ange-Félix Patassé, pour écraser une tentative de coup d'État du

général François Bozizé, qui parviendra plus tard à s'emparer du pouvoir.

Il avait été chassé de Kinshasa le 11 avril 2007. « Jean-Pierre Bemba voulait traumatiser et terroriser la population afin de la décourager de soutenir les rebelles », a accusé le procureur Fatou Bensouda : « Il a utilisé les viols comme une arme de guerre [...] les viols de mères en présence de leurs enfants et d'enfants devant

leurs parents forcés à regarder. » « Les hommes de Bemba allaient de maison en maison, pillant la propriété des civils, violant les mères, épouses et filles, sodomisant les chefs des communautés et d'autres hommes, tuant ceux qui résistaient ou essayaient de se protéger », a déclaré M^{me} Bensouda. Parmi les centaines de victimes, « nombre sont mortes, soit tuées directement ou bien violées et infectées avec le virus VIH », a-t-elle poursuivi.

L'avocat de Bemba, M^e Nkwebe Liriss, a rejeté ces accusations et dénoncé une « tentative d'écarter M. Bemba des prochaines échéances électorales » en République démocratique du Congo (RDC).

Cette audience de la Cour pénale internationale était cruciale pour l'organisation d'un éventuel procès. La CPI tient jusqu'à jeudi des audiences dites « de confirmation des charges », durant lesquelles la chambre préliminaire s'assure que les accusations du procureur contre un suspect « présentent des éléments de preuve suffisants ». ■

24 HEURES

● FRANCE

Renvoi au 7 avril du procès de l'ex-ambassadeur de Belgique

Le tribunal correctionnel de Paris a renvoyé, lundi, au 7 avril le procès de l'ancien ambassadeur de Belgique en France Pierre-Dominique Schmidt, poursuivi pour conduite sous l'emprise de stupéfiants et refus d'obtempérer. Initialement prévu au mois d'août dernier, le procès a une nouvelle fois été renvoyé lundi, pour des raisons techniques. Le prévenu, en congé maladie, ne s'est pas présenté à l'audience. Les faits, qui se sont déroulés à Paris, remontent à la soirée du 26 mai 2008.

● GRANDE-BRETAGNE

Obèse, il ne peut adopter

Un couple britannique a révélé lundi qu'il s'est vu refuser le droit d'adopter en raison des risques que fait peser l'obésité du mari, dont le poids avoisine les 150 kg, sur sa propre vie. Les autorités municipales de Leeds, dans le nord de l'Angleterre, refusent d'accorder à Damien et Charlotte Hall, respectivement 37 et 31 ans, le droit d'adopter tant que le mari ne perd pas du poids. Le couple ne peut pas avoir d'enfants biologiques.